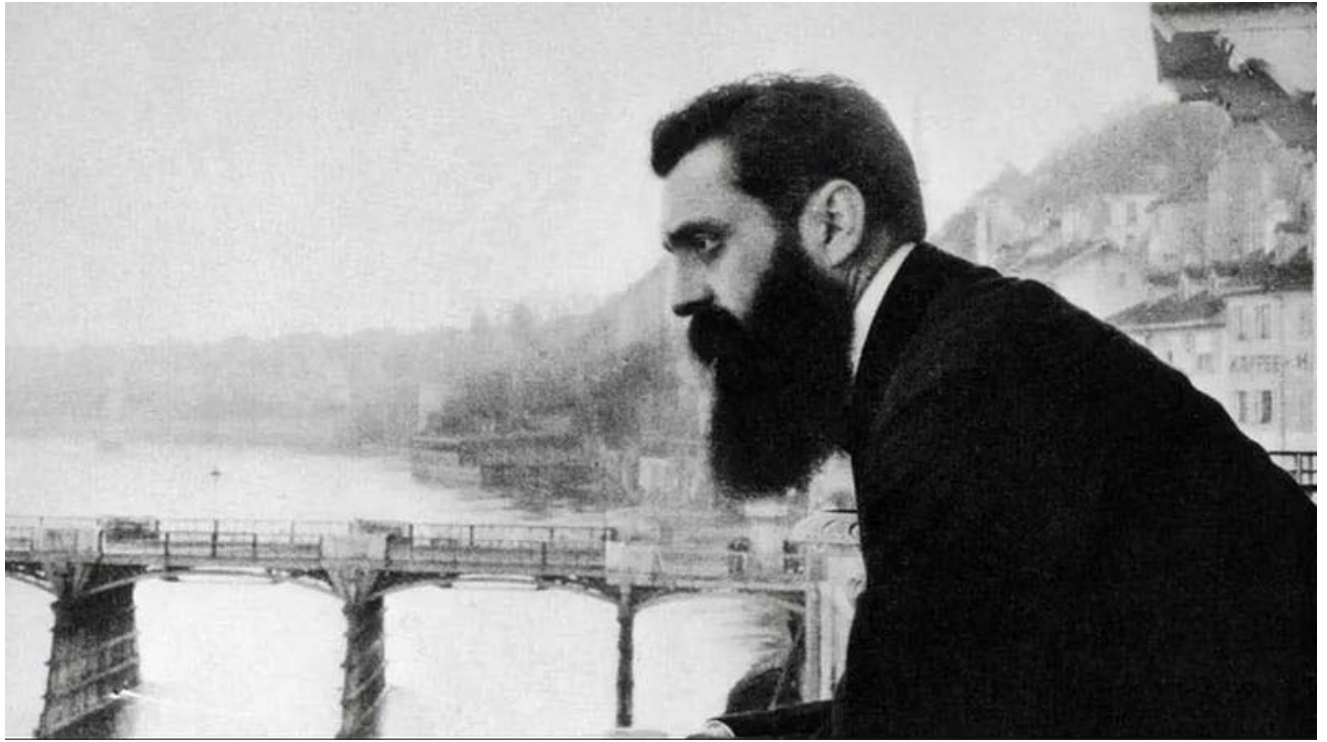


👁️💬 Comment Theodor Herzl, fondateur du sionisme, prévoyait d'éradiquer les Palestiniens dès 1890

Spirit's FreeSpeech



Chronologie historique du lent effacement de la Palestine par Israël

Par [HR News](#), le 19 mars 2026

Le sionisme est né en Europe. Pas en Palestine. Il n'a pas pour origine un quelconque lien avec la terre. Il est né de l'esprit d'[un journaliste juif hongrois laïc et cosmopolite](#) qui ne parlait pas l'hébreu, n'était jamais allé en Palestine et réagissait uniquement à une crise politique européenne : l'antisémitisme sur le continent.

La solution qu'il a imaginée consistait à s'emparer de la terre d'autrui.



En 1895, Herzl confia dans son journal qu'il n'était pas favorable à l'idée de partager la Palestine avec les autochtones.

Voici ce qu'il a plutôt écrit :

“Nous tenterons de faire passer la population sans le sou de l'autre côté de la frontière en lui procurant un emploi dans les pays de transit, tout en lui refusant un emploi dans notre pays. Les propriétaires fonciers se rallieront à notre cause”. — Theodor Herzl, Journaux intimes complets, 12 juin 1895



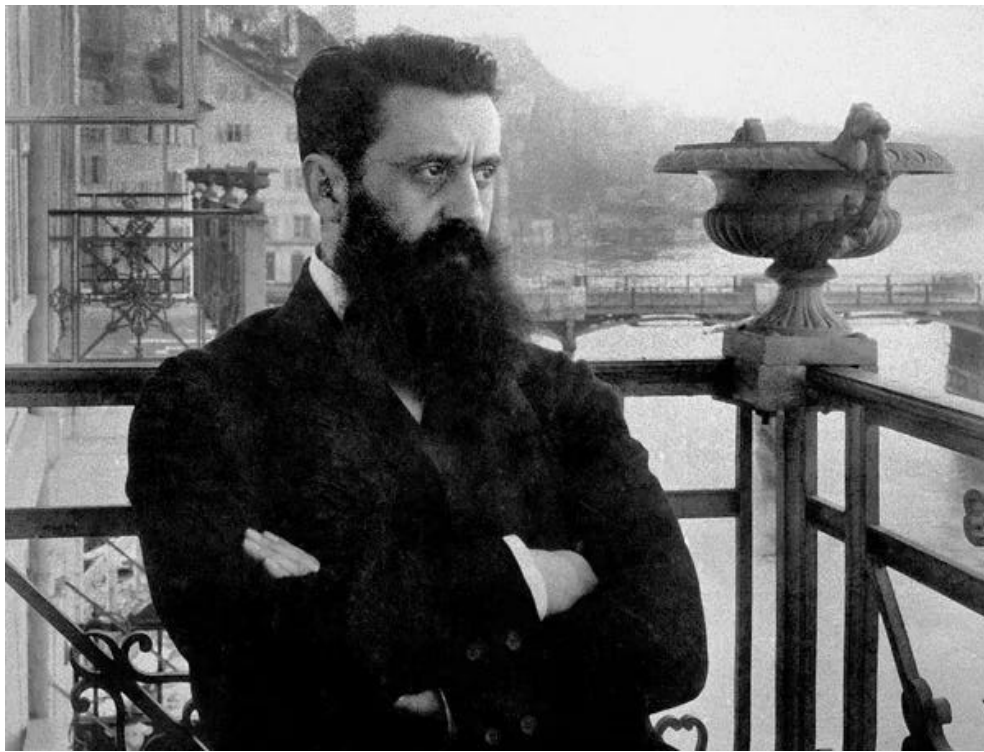
Il proposait un programme d'émigration palestinienne mis en œuvre par une politique de séparation stricte entre les immigrants juifs et la population indigène. Sa vision était celle d'un transfert, ou d'un nettoyage ethnique, via la séparation ethnique.

Il savait exactement ce qu'il proposait, qualifiant ces propositions de discrètes et de circonspectes. Il voulait dire : faites-le suffisamment discrètement pour que personne ne s'en aperçoive.

Lorsque la publication des journaux intimes de Herzl a été envisagée pour la première fois après sa mort, Max Nordau, figure de proue du sionisme, s'y est opposé avec force, déclarant :

“Vous ruinerez la réputation de Herzl si vous publiez ses journaux intimes. Quiconque les lira ne pourra s'empêcher de croire qu'il était...”

— la phrase s'interrompt dans les archives. L'implication est suffisamment claire.



Herzl n'était pas le seul. L'idéologie du transfert a imprégné l'ensemble de la direction du mouvement :

"Il n'y a pas d'autre solution que de transférer les Arabes d'ici vers les pays voisins, et de tous les transférer : pas un seul village, pas une seule tribu ne doit rester". — Joseph Weitz, directeur du département foncier du JNF, 1947.

"Avec le transfert obligatoire, nous disposerions de vastes territoires pour la colonisation... Je soutiens le transfert obligatoire. Je n'y vois rien d'immoral".— David Ben-Gurion, réunion de l'Agence juive, juin 1938.

"Les Palestiniens sont des animaux qui marchent sur deux pattes". — Menachem Begin, discours à la Knesset

THE DOCTRINE OF TRANSFER

 "There is no other way than to transfer the Arabs from here... [not one village] should be left." — Joseph Weitz, 1947	 "With [compulsory transfer] we would have a vast area for settlement... I don't see anything immoral in it." — David Ben-Gurion, 1938
 "The Palestinians are beasts walking on two legs]." — Menachem Begin	 "We shall reduce the Arab population to a community of woodcutters and waiters]." — Uri Lubrani, 1960

"Nous réduirons la population arabe à une communauté de bûcherons et de serviteurs". — Uri Lubrani, conseiller de Ben-Gurion pour les affaires arabes, 1960

"Je me suis souvent demandé en quoi le sionisme aurait pu être différent si Herzl n'avait pas été un journaliste viennois, mais un commerçant dans un bazar de Damas. Le sionisme aurait-il pris conscience que la Palestine faisait partie d'une vaste région habitée par des Arabes ?"

—Uri Avnery, Israël sans sionisme, 1971



La réponse à la question d'Avnery est évidente. Il était européen parce que sa logique était européenne — la même logique qui a découpé l'Afrique lors de la Conférence de Berlin, celle qui a tracé la ligne Sykes-Picot à travers le monde arabe. Les administrateurs coloniaux décident qui a le droit de vivre, et où.

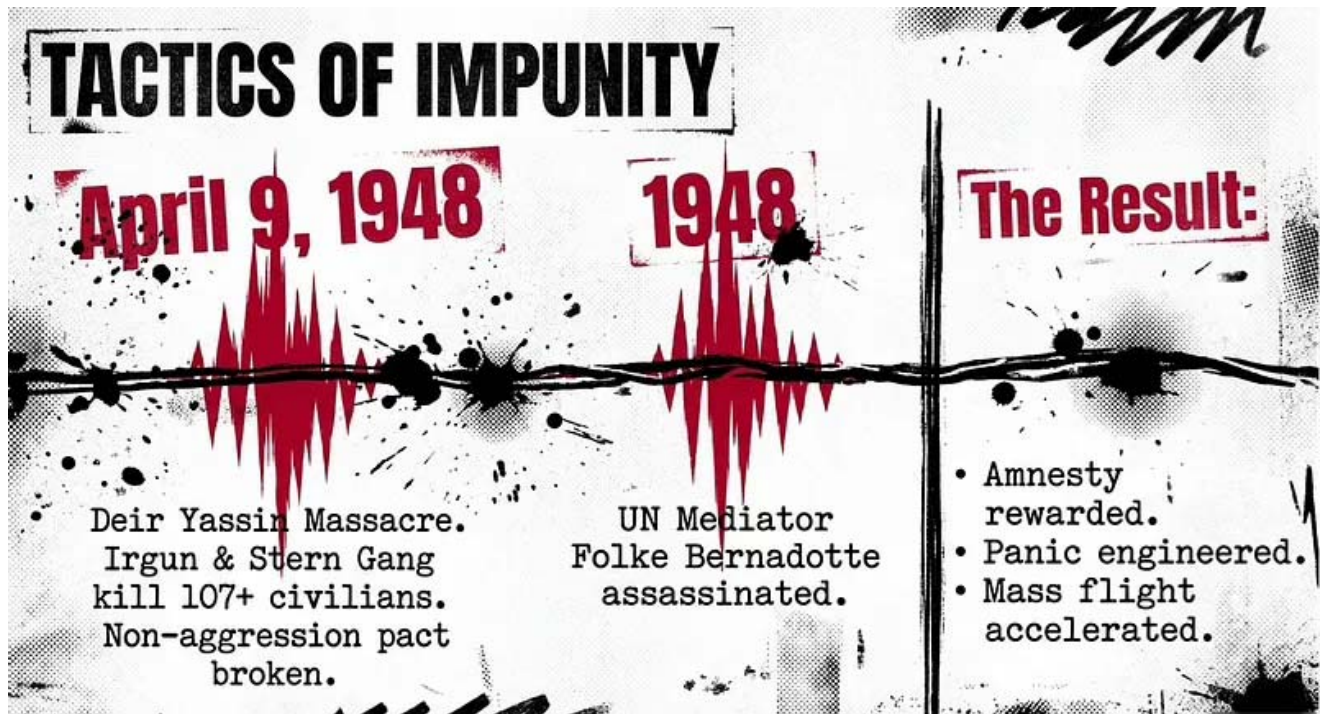


Le massacre de Deir Yassin a été mené par Menahem Begin en sa qualité de chef de la milice terroriste de l'Irgoun, également responsable de plusieurs actes terroristes, dont l'attentat à la bombe contre l'hôtel King David à Jérusalem. L'Irgoun était soutenu par la Haganah, un groupe qui a ensuite constitué la base de l'armée israélienne, et par le LEHI,

dirigé par Yitzhak Shamir.

Le Lehi a assassiné le médiateur de l'ONU, le comte Folke Bernadotte, en septembre 1948 — un diplomate suédois qui avait aidé à sauver des milliers de Juifs des camps nazis. Son seul crime est d'avoir proposé des conditions de l'ONU permettant le retour des réfugiés palestiniens. Comme pour presque tous les crimes commis avant et depuis la création d'Israël, les criminels responsables ont bénéficié d'une impunité totale.

Le gouvernement israélien a accordé l'amnistie à tous les membres du Lehi peu après.



Le 9 avril 1948, quelques semaines seulement avant la création de l'État d'Israël, des membres de l'Irgoun et du Gang Stern ont attaqué le village de Deir Yassin, tuant au moins 107 Palestiniens.

Le massacre a été perpétré alors même que le village avait accepté un pacte de non-agression.

Il s'agissait de tailleurs de pierre et d'ouvriers de carrière vivant dans un village d'environ 700 habitants.

Ils ont fait monter 150 villageois dans des camions et les ont fait défiler en procession de victoire à travers les quartiers juifs de Jérusalem, après quoi 25 hommes ont été déchargés et abattus de sang-froid.



De Reynier, chef du Comité international de la Croix-Rouge, a réussi à pénétrer dans le village le 11 avril. Il a décrit ce qu'il a vu : des miliciens armés de longs couteaux, la plupart maculés de sang. Il a décrit un escadron d'extermination achevant les blessés.

Selon un rapport de 1948 de la délégation britannique auprès des Nations unies, le massacre s'est déroulé *"dans des circonstances d'une grande barbarie"*. L'historien israélien Benny Morris a confirmé qu'il y avait eu pillage, vol et démembrement.

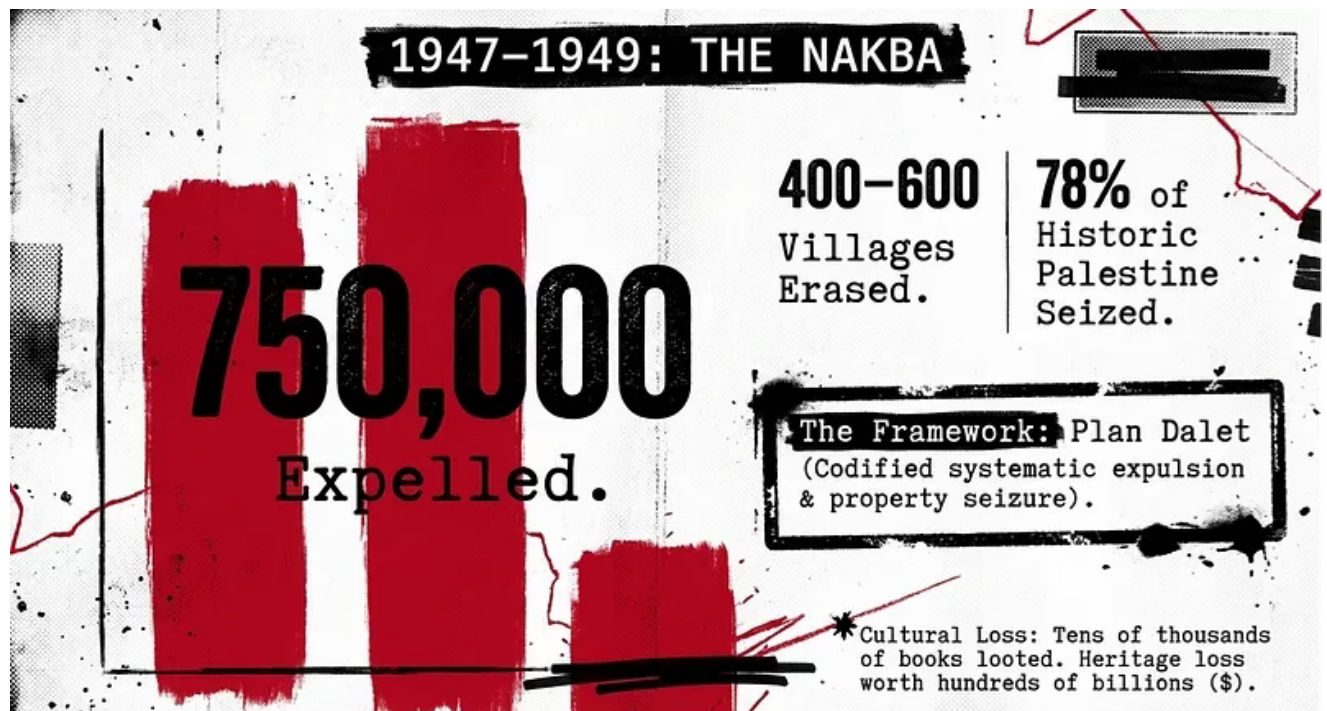


Deir Yassin a eu un impact démographique profond. Le massacre a été suivi d'une fuite massive des Arabes de leurs lieux de vie et a généré plus de panique que toutes les opérations précédentes réunies.

C'était le but recherché.

Personne n'a jamais été tenu responsable du massacre de Deir Yassin.

Aujourd'hui, [le musée de l'Holocauste israélien Yad Vashem se trouve à 1 500 mètres de l'endroit où se trouvait autrefois Deir Yassin](#). Lorsque les visiteurs quittent le mémorial des enfants, ils aperçoivent le site. Il n'y a pas de plaque commémorative. Les guides touristiques ne le mentionnent pas.



750 000 Palestiniens ont été expulsés, 400 à 600 villages détruits, 78 % de la Palestine historique spoliée.

Lors de la guerre de Palestine de 1948, plus de 700 000 Arabes palestiniens — environ la moitié de la population arabe de la Palestine mandataire — ont été expulsés ou ont fui leurs foyers. Des dizaines de massacres d'Arabes ont été perpétrés par les forces militaires israéliennes et entre 400 et 600 villages palestiniens ont été détruits. Les puits des villages ont été empoisonnés dans le cadre d'un programme de guerre biologique et les biens ont été pillés afin d'empêcher les réfugiés palestiniens de revenir.

Tout cela était planifié. [Le 10 mars 1948, Ben Gourion et les dirigeants sionistes ont officiellement adopté le Plan Dalet](#), qui prévoyait :

“La destruction des villages (en y mettant le feu, en les faisant sauter et en posant des mines dans les décombres)... En cas de résistance, les forces armées doivent être anéanties et la population doit être expulsée hors des frontières de l'État”.

Lorsqu'on lui a demandé ce qu'il fallait faire des habitants de Lydda et de Ramla, Ben Gourion a fait un geste de la main qui signifiait “Chassez-les”. Rabin a ajouté : “J'ai convenu qu'il était essentiel de chasser les habitants”.

“70 000 livres palestiniens ont été systématiquement pillés par la nouvelle armée israélienne et la

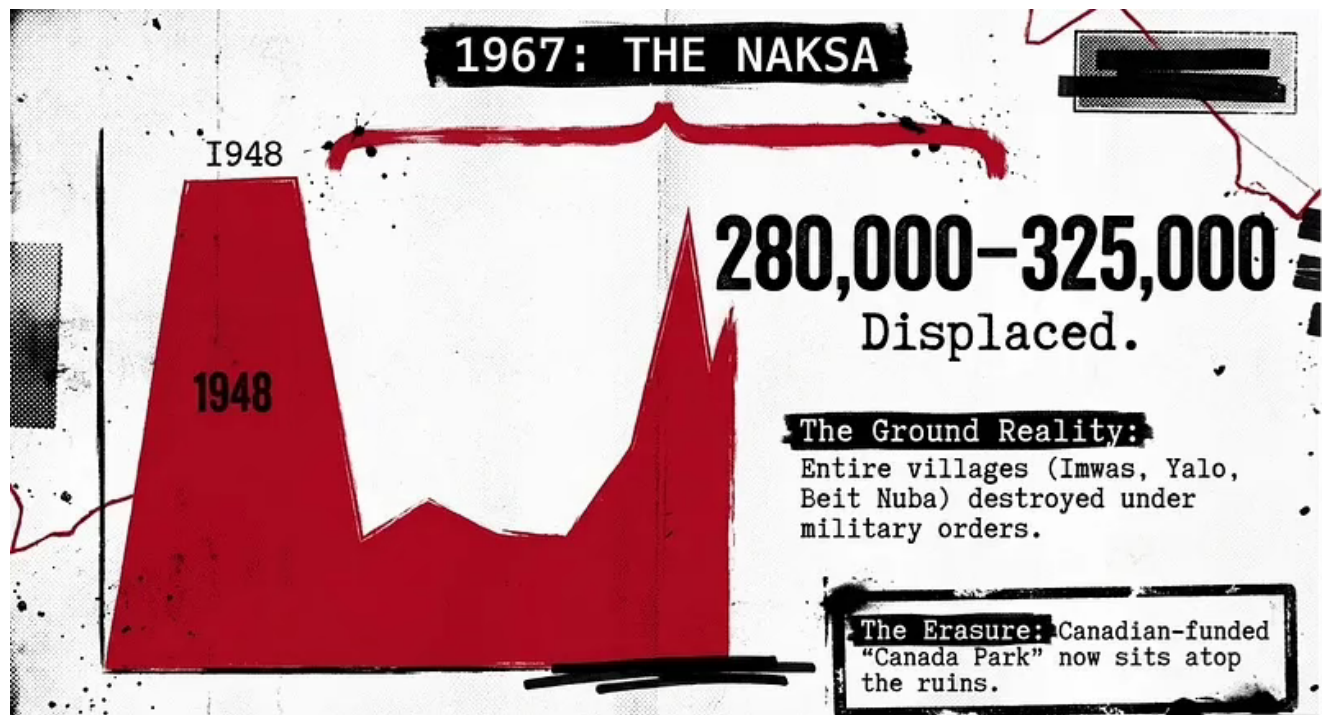
Haganah, en coopération avec la Bibliothèque nationale d'Israël. Parmi eux figuraient des volumes inestimables de littérature, de poésie, d'histoire et de fiction. Des milliers ont été détruits et recyclés en papier.

“200 milliards de dollars — le montant total estimé des pertes financières subies par les Palestiniens dépossédés lors de la création d'Israël, en dollars américains actuels (en 2008)”.

Environ 150 000 Palestiniens restés à l'intérieur des frontières d'Israël se sont vu accorder la citoyenneté, mais ont été dépouillés de la majeure partie de leurs terres et soumis à un régime militaire violent jusqu'en 1966.

Aujourd'hui, [on compte 5,9 millions de réfugiés palestiniens enregistrés](#), soit la plus longue crise de réfugiés non résolue au monde.





Six jours de guerre. Le reste de la Palestine, disparu.

La Naksa a entraîné le déplacement d'environ 280 000 à 325 000 Palestiniens de la Cisjordanie et de la bande de Gaza lorsque ces territoires ont été conquis par Israël lors de la guerre des Six Jours de 1967. Un certain nombre de villages palestiniens ont été détruits par l'armée israélienne, notamment Imwas, Yalo, Bayt Nuba, Beit Awwa et Al-Jiftlik.

Les personnes expulsées en 1967, 145 000 comptaient des réfugiés déjà déplacés en 1948.



Réfugiés pour la deuxième fois de leur vie.

Tout au long de la guerre et sous les ordres d'Yitzhak Rabin — qui devint plus tard Premier ministre d'Israël —, les forces israéliennes ont procédé à un nettoyage ethnique et détruit plusieurs villages palestiniens, expulsant quelque 10 000 Palestiniens. Parmi les villages rasés les plus tristement célèbres figuraient Imwas, Beit Nuba et Yalu.

Ces villages ont été rasés sur ordre de Rabin : entre 7 000 et 10 000 habitants ont été expulsés et 1 464 maisons démolies. Les habitants se sont vu offrir une indemnisation, mais n'ont pas été autorisés à revenir.



En 1972, la communauté juive canadienne a levé 15 millions de dollars pour construire un parc de loisirs — le Canada Park — sur les terres où se trouvaient ces villages.

Selon l'ancien parlementaire israélien Uri Avnery, la création du parc équivalait à une complicité dans le nettoyage ethnique, et l'implication canadienne constituait *“la couverture d'un crime de guerre”*.

En 1976, les résidents déplacés ont écrit au Premier ministre Rabin pour réclamer leur droit au retour. Ils n'ont jamais reçu de réponse.





700 000 colons israéliens. 350 colonies. Toutes illégales au regard du droit international.

Plus de 700 000 colons israéliens vivent illégalement sur les terres palestiniennes occupées de Cisjordanie et de Jérusalem-Est, répartis dans environ 350 colonies, dont plus de 145 colonies officielles et près de 200 avant-postes construits sans autorisation officielle mais avec le soutien du gouvernement israélien



.En juillet 2024, la Cour internationale de justice a estimé, dans un avis consultatif, que l'occupation israélienne est illégale et a statué qu'Israël a *"l'obligation de cesser immédiatement toute nouvelle activité de colonisation et*

d'évacuer tous les colons” des territoires occupés.

Mais Israël continue de construire.

Le rapport fait état d'une moyenne mensuelle de 118 incidents de violence commis par des colons contre des Palestiniens — contre 108 en 2023, déjà une année record.



“La frontière entre la violence des colons et celle de l’État s’est estompée jusqu’à disparaître”,

a déclaré le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l’homme. Le rapport souligne l’enrôlement de milliers de colons dans les forces de sécurité israéliennes opérant en Cisjordanie.

Le Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l’homme a déclaré que l’expansion des colonies constitue un crime de guerre au regard du droit international et que la création et l’expansion continue de colonies illégales s’accompagnent du déplacement de Palestiniens par le biais de violences commises par les colons et l’État, d’expulsions forcées, du refus de délivrer des permis de construire, de démolitions de maisons et de restrictions de circulation.

THE BLUEPRINT OF ERASURE

Palestinian displacement is a deliberate, documented process from 1895 to today.

1895:

**THE BLUEPRINT
FOR 'SPIRITING'
NATIVES AWAY.**

“Theodor Herzl's diaries proposed denying Palestinians employment to force their “discreet” emigration.”

1948:



Plan Dalet formally authorized the systematic destruction of villages and the expulsion of populations.

1967:

**A SECOND WAVE
OF FORCED
DISPLACEMENT.**



Over 300,000 more Palestinians were displaced; half were already refugees from 1948.

TODAY:



Expansion continues through home demolitions and state-backed violence, ruled illegal by the ICJ.

Tout a commencé par une note dans un journal intime en 1895, et l'histoire continue de s'écrire — dans les maisons détruites, les oliviers déracinés et les permis de construire que les Palestiniens ne [peuvent presque jamais d'obtenir](#).

Traduit par [Spirit of Free Speech](#)

Thanks for reading ★ Spirit Of Free Speech ! This post is public so feel free to share it.

[Partager](#)